

Prix 2026 du Budgétarisme



décerné le 16 juillet
de Bruxelles-

2026 à la Région
Capitale par

le Syndicat des immenses

RÉCEPTION DU PRIX :



Premier

Prix du budgétarisme*

décerné solennellement le jeudi 16 juillet 2026
par le Syndicat des immenses à la Région de Bruxelles-Capitale

pour marquer en face de l'Histoire la décision d'enclencher
– sous prétexte de restauration court-termiste, cosmétique et soi-disant vertueuse
de la trésorerie régionale –

la vente sociétalement injuste et économiquement injustifiable de logements sociaux au secteur privé

décision emblématique parmi d'autres de la même veine :
la vaine émulation comptable pour de beaux graphiques et de chouettes camemberts

* **budgétarisme** : n.m. Idéologie droitière déguisée en doctrine pseudo-économique obsédée par tout joli — et donc facilement communicable — effet comptable à court terme de la politique menée, quitte à omettre d'internaliser les coûts induits pour l'avenir. En clair, elle voit partout des dépenses (à diminuer) et nulle part des investissements (à optimiser). Et l'« efficacité » recherchée grâce à une « saine, responsable et rationnelle gestion » et à des « enveloppes [savamment] fermées » ne passe pas par la taxation accrue des riches et autres rentiers, vu que la variable d'ajustement des budgétaristes est toujours la qualité de [sur]vie des plus fragilisés, ceux que l'on peut effondrer sans vergogne si cela ripoline temporairement la façade des finances publiques. 1. *Au moins, les doctrines libérale, socialiste, keynésienne, monétariste voire néo-libérale avaient un narratif auquel on pouvait (ne pas) adhérer. Avec le budgétarisme, le narratif est remplacé par des graphiques et des camemberts calibrés pour donner l'impression que, la rigueur aidant, « la maison est (enfin) bien tenue » alors que c'est de sa ruine en tant que maison hospitalière pour tous et toutes dont il s'agit !* 2. *Confondant effet comptable et rentabilité économique, les partisans du budgétarisme adhèrent à TINA (pour Tremendous Investments Never Again) et les socialistes convaincus de budgétarisme méritent le sobriquet de « pseudosocialistes », qui, sans même plus se pincer le nez, troquent l'État Providence contre un minimaliste État Ambulance, en souvenir de l'État de droit...* [extrait de la 2^e édition augmentée du *Thésaurus de l'immensité* du Syndicat des immenses, à paraître en 2027 à La Lettre volée]

Vendre
des logements sociaux
au privé,
c'est comme vendre...

... des glaces à un esquimau
... des vessies à une lanterne
... des torchons à une serviette

**N'IMPORTE
QUOI !**

Slogan dédié :

*Qui est le plus grand criminel : celui qui squatte
un logement social ou celui qui le vend au privé ?*

Syndicat des immenses

*Qui est le plus grand criminel : celui qui vole
une banque ou celui qui en fonde une ?*

Bertolt Brecht



Objet: CP/PB : Prix du Budgétarisme décerné à la Région bruxelloise le 16 juillet !

Date: mardi 14 juillet 2026 à 19 h 47 min 22 s heure d'été d'Europe centrale

De: Syndicat des immenses

À: syndicatdesimmenses@gmail.com

[View this email in your browser](#)



Chers journalistes / Beste journalisten,

Ce jeudi 16 juillet à 9h30, le [Syndicat des immenses](#) décernera, pour la première fois, le **PRIX DU BUDGÉTARISME** à la Région de Bruxelles-Capitale, pour dénoncer avec vigueur la politique actuelle du gouvernement bruxellois, et, en particulier, la vente inadmissible et contre-productive de logements sociaux au secteur privé.

[Lire ici \(PDF en une page\) le détail de notre argumentaire et les raisons de notre colère.](#)

La remise du **PRIX DU BUDGÉTARISME** prendra la forme suivante :

1. Tenter d'accéder à la salle de réunion où se réunit, tous les jeudis matin, les membres du gouvernement bruxellois.
2. Remettre en main propre aux ministres a) une copie du PDF et b) le prix lui-même ([une magnifique soupière, style Napoléon](#)).

Si nous n'arrivons pas jusqu'à la salle de réunion, nous procéderons à la remise du **PRIX DU BUDGÉTARISME**, devant les préposés à l'accueil, tout en filmant/photographiant l'événement... et en répondant à vos éventuelles questions !

[Une première mobilisation contre la vente de logements sociaux au privé a déjà réuni le 24 juin](#) dernier plusieurs associations, dont le Syndicat des immenses. D'autres mobilisations sont prévues à partir de septembre. On ne lâche rien.

Adresse :

au BIP, où sera réuni le gouvernement bruxellois
Rue Royale 2/4
1000 Bruxelles

Contact presse :

Laurent d'Ursel
Secrétaire politique depuis sa fondation en mars 2019 du Syndicat des immenses (= les personnes en non-logement et mal-logement)
0471 411 008
syndicatdesimmenses@gmail.com



Crise du logement: une “soupière du budgétarisme” remise au gouvernement bruxellois



Laurent d'Ursel, secrétaire politique du Syndicat des immenses, a remis jeudi matin la “soupière du budgétarisme” au cabinet du ministre-président bruxellois Boris Dillies (MR), en l'absence du gouvernement régional, réuni au même moment à Val Duchesse.

Cette action symbolique s'inscrit dans une mobilisation plus large contre la vente de plusieurs immeubles publics destinés au logement social. Le prix, présenté comme le “Prix 2026 du budgétarisme”, dénonce la politique budgétaire de l'exécutif bruxellois et, en particulier, la vente annoncée de bâtiments publics destinés à être transformés en logements sociaux. Après avoir constaté l'absence des ministres, Laurent d'Ursel a remis la soupière au cabinet du ministre-président.

L'action intervient quelques jours après l'annonce d'une procédure en référé introduite par le Rassemblement bruxellois pour le Droit à l'Habitat (RBDH), Inter-Environnement Bruxelles (IEB), la Fédération bruxelloise unie pour le logement (FéBUL) et la Fédération des services sociaux (FdSS) contre la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB).

> “C'est irresponsable”: un recours contre la vente de deux immeubles publics à Woluwe-St-Lambert et à Schaerbeek

Les associations contestent la mise en vente de deux immeubles situés avenue Ariane à Woluwe-Saint-Lambert et rue des Palais à Schaerbeek. Selon elles, ces bâtiments, acquis dans le cadre de la politique régionale du logement, devaient être reconvertis en logements sociaux. Elles soulignent que 62.234 ménages figurent actuellement sur la liste d'attente pour un logement social à Bruxelles et estiment que la vente de ce patrimoine public compromet la capacité de la Région à répondre durablement à la crise du logement.

Cette initiative judiciaire prolonge la campagne lancée le 24 juin dernier, lorsqu'une centaine de citoyens, d'associations et d'acteurs du secteur s'étaient rassemblés à Schaerbeek pour réclamer l'arrêt des ventes et la préservation du patrimoine public destiné au logement social.

Belga – Photo : Instagram – @syndicat_des_immenses

ACCUEIL • BELGIQUE • POLITIQUE

Une pique sous forme de cadeau remis au gouvernement bruxellois

La remise d'un prix satirique au gouvernement bruxellois accompagne une mobilisation et une action judiciaire d'associations opposées à la vente d'immeubles prévus pour le logement social.



Photo d'illustration. - BELGA.



Par Belga

Publié le 16/07/2026 à 12:24 | Temps de lecture: 2 min

Laurent d'Ursel, secrétaire politique du Syndicat des immenses, a remis jeudi matin la « soupière du budgétarisme » au cabinet du ministre-président bruxellois Boris Dilliès (MR), en l'absence du gouvernement régional, réuni au même moment à Val Duchesse. Cette action symbolique s'inscrit dans une mobilisation plus large contre la vente de plusieurs immeubles publics destinés au logement social.

Le prix, présenté comme le « Prix 2026 du budgétarisme », dénonce la politique budgétaire de l'exécutif bruxellois et, en particulier, la vente annoncée de bâtiments publics destinés à être transformés en logements sociaux. Après avoir constaté l'absence des ministres, Laurent d'Ursel a remis la soupière au cabinet du ministre-président.

L'action intervient quelques jours après l'annonce d'une procédure en référé introduite par le Rassemblement bruxellois pour le droit à l'habitat (RBDH), Inter-Environnement Bruxelles (IEB), la Fédération bruxelloise unie pour le logement (Fébul) et la Fédération des services sociaux (FdSS) contre la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB).

Les bâtiments de la discorde

Les associations contestent la mise en vente de deux immeubles situés avenue Ariane à Woluwe-Saint-Lambert et rue des Palais à Schaerbeek. Selon elles, ces bâtiments, acquis dans le cadre de la politique régionale du logement, devaient être reconvertis en logements sociaux. Elles soulignent que 62.234 ménages figurent actuellement sur la liste d'attente pour un logement social à Bruxelles et estiment que la vente de ce patrimoine public compromet la capacité de la Région à répondre durablement à la crise du logement.

Cette initiative judiciaire prolonge la campagne lancée le 24 juin dernier, lorsqu'une centaine de citoyens, d'associations et d'acteurs du secteur s'étaient rassemblés à Schaerbeek pour réclamer l'arrêt des ventes et la préservation du patrimoine public destiné au logement social.

Boris Dillière a reçu une "soudière"

Une "soudière" a été remise jeudi matin au cabinet du ministre-Président bruxellois Boris Dillière (MR) comme "Prix 2026 du budgétarisme". Cette action symbolique s'inscrit dans une mobilisation contre la vente de plusieurs immeubles publics destinés au logement social.



🏠 Mondial 2026 Tour de France Actu LES SPORTS Vidéos Jeux Sport Régions

🏠 > Dernières dépêches

Bruxelles: une "soudière" remise au gouvernement sur fond de crise du logement

Laurent d'Ursel, secrétaire politique du Syndicat des immenses, a remis jeudi matin la "soudière du budgétarisme" au cabinet du ministre-président bruxellois Boris Dillière (MR), en l'absence du gouvernement régional, réuni au même moment à Val Duchesse. Cette action symbolique s'inscrit dans une mobilisation plus large contre la vente de plusieurs immeubles publics destinés au logement social.



Belga Agence



Publié le 16-07-2026 à 12h24 à Bruxelles, Belgique

🔖 Enregistrer

Le prix, présenté comme le "Prix 2026 du budgétarisme", dénonce la politique budgétaire de l'exécutif bruxellois et, en particulier, la vente annoncée de bâtiments publics destinés à être transformés en logements sociaux. Après avoir constaté l'absence des ministres, Laurent d'Ursel a remis la soudière au cabinet du ministre-président.

L'action intervient quelques jours après l'annonce d'une procédure en référé introduite par le Rassemblement bruxellois pour le Droit à l'Habitat (RBDH), Inter-Environnement Bruxelles (IEB), la Fédération bruxelloise unie pour le logement (FEBUL) et la Fédération des services sociaux (FdSS) contre la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB).

Les associations contestent la mise en vente de deux immeubles situés avenue Ariane à Woluwe-Saint-Lambert et rue des Palais à Schaerbeek. Selon elles, ces bâtiments, acquis dans le cadre de la politique régionale du logement, devaient être reconvertis en logements sociaux. Elles soulignent que 62.234 ménages figurent actuellement sur la liste d'attente pour un logement social à Bruxelles et estiment que la vente de ce patrimoine public compromet la capacité de la Région à répondre durablement à la crise du logement.

Cette initiative judiciaire prolonge la campagne lancée le 24 juin dernier, lorsqu'une centaine de citoyens, d'associations et d'acteurs du secteur s'étaient rassemblés à Schaerbeek pour réclamer l'arrêt des ventes et la préservation du patrimoine public destiné au logement social.



▲ Le ministre-président bruxellois, Boris Dillies (MR), le 6 juillet 2026. © Photo News

Une "soupière" remise à Boris Dillies sur fond de crise du logement à Bruxelles

Laurent d'Ursel, secrétaire politique du Syndicat des immenses, a remis jeudi matin la "soupière du budgétarisme" au cabinet du ministre-président bruxellois Boris Dillies (MR), tandis que le gouvernement régional était réuni à Val Duchesse. Une action visant à dénoncer la

Kevin Dupont

Source: Belga

16 juillet 2026, 12:38

 Ajoutez-nous à vos favoris Google

Une "soupière du budgétarisme" a été remise au gouvernement bruxellois sous la forme d'un "Prix 2026 du budgétarisme" afin de dénoncer la politique budgétaire de l'exécutif bruxellois et, en particulier, la vente annoncée de bâtiments publics destinés à être transformés en logements sociaux. Après avoir constaté l'absence des ministres, Laurent d'Ursel a remis la soupière au cabinet du ministre-président.

Des bâtiments à Woluwe-Saint-Lambert et Schaerbeek

L'action intervient quelques jours après l'annonce d'une procédure en référé introduite par le Rassemblement bruxellois pour le Droit à l'Habitat (RBDH), Inter-Environnement Bruxelles (IEB), la Fédération bruxelloise unie pour le logement (FéBUL) et la Fédération des services sociaux (FdSS) contre la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB).

Les associations contestent la mise en vente de deux immeubles situés avenue Ariane à Woluwe-Saint-Lambert et rue des Palais à Schaerbeek. Selon elles, ces bâtiments, acquis dans le cadre de la politique régionale du logement, devaient être reconvertis en logements sociaux. Elles soulignent que 62.234 ménages figurent actuellement sur la liste d'attente pour un logement social à Bruxelles et estiment que la vente de ce patrimoine public compromet la capacité de la Région à répondre durablement à la crise du logement.

Cette initiative judiciaire prolonge la campagne lancée le 24 juin dernier, lorsqu'une centaine de citoyens, d'associations et d'acteurs du secteur s'étaient rassemblés à Schaerbeek pour réclamer l'arrêt des ventes et la préservation du patrimoine public destiné au logement social.

DÉCOUVERTE INOPINÉE D'UN USAGE ISOLÉ ET CONGRUENT EN 2020 DE « BUDGÉTARISME », QUE LE SYNDICAT DES IMMENSES N'A DONC PAS INVENTÉ :

Le retour du retour du cœur

01 oct. 2020 à 13:05 - mise à jour 01 oct. 2020 à 13:05 • 4 min

Partager

Écouter

Bertand Henne



© Tous droits réservés / Le retour du retour du cœur

"C'est le retour du cœur". La phrase est de Paul Magnette. Elle emprunte évidemment au slogan des socialistes en 1988. Un slogan qui leur avait permis de gagner haut la main l'élection. Mais qui ne leur avait pas permis de gagner la négociation. "Le retour du cœur" est surtout resté un slogan. L'austérité des gouvernements Martens Gol s'était largement continuée sous Jean Luc Dehaene, à peine atténuée par des marqueurs socialistes.

Est-ce vraiment donc cette fois le "retour du retour du cœur"? Est-ce qu'on est dans un gouvernement de rupture par rapport à la Suédoise, est-ce qu'on est passé d'un projet politique de centre droit à un projet politique de centre gauche ? La réponse n'est pas simple.

La fin du "budgétarisme"

Il y a une rupture nette avec le passé en ce que ce gouvernement entérine la fin d'une

politique budgétariste, c'est-à-dire d'une politique entièrement tournée vers la résorption des déficits et l'équilibre des finances publiques. On a connu cette politique durant toutes les années 80 et 90, puis en 99 elle marque un d'arrêt avec le premier gouvernement Verhofsadt. Mais c'est une exception provisoire. Le budgétarisme reprend le deuxième gouvernement Verhofstadt, elle continue sous Leterme, après la crise de 2008 avec Di Rupo et Michel.

Cette politique budgétariste était un puissant frein au rapprochement de la gauche et de la droite au sein d'un gouvernement. Frein qui a été levé par la crise du COVID. La Commission européenne a lâché la bride. Depuis lors tout s'est accéléré. Les socialistes peuvent défendre un retour du social, les écologistes financer leur transition énergétique et les libéraux peuvent éviter que ça se passe uniquement par la taxation. C'est le contexte, la nécessité qui a permis cet accord, plus que la volonté des acteurs.

Accord "progressiste"?

Le MR lui-même hier utilisait les termes "accord progressiste" pour qualifier le texte. Dans les intentions affichées, on peut parler d'un accord aux relents sociaux-démocrates, un accord qui penche un peu à gauche. Ce constat peut faire l'objet de discussions endiablées et infinies. Ça dépend à quoi on compare cet accord. Si on le compare au programme du PS, l'accord est de droite. Mais si on le compare à l'accord de la Suédoise c'est très différent.

On passe d'un gouvernement qui en 2014 mettait au cœur de ses priorités l'entreprise, en particulier la compétitivité des entreprises, la baisse du coût du travail, l'entrepreneuriat privé, le mérite. Un accord qui mettait l'état au régime pour diminuer les charges des entreprises et l'impôt des personnes physique. Une politique économique de l'offre. Une philosophie libérale-entrepreneuriale dominante.

Ici que peut-on lire ? Que le gouvernement fait de la solidarité sa priorité absolue. C'est le premier chapitre. Le gouvernement promet de réinvestir dans l'état dans la sécu, dans les soins de santé. Une politique économique d'inspiration keynésienne. Une philosophie sociale-démocrate dominante.

Héritage suédois...

En même temps les libéraux estiment que l'héritage de la Suédoise, programme libéral est confirmé. Contradiction apparente. Merci la dette, merci la banque centrale et sa politique accommodante. Car oui les libéraux ont raison. Une grosse partie de l'héritage de la Suédoise est confirmé. La pension à 67 ans est maintenue, le tax shift n'est pas annulé, la réforme de la loi de 96 sur les salaires non plus. Il n'y a pas beaucoup de marqueurs libéraux dans cet accord, mais presque qu'aucun des marqueurs libéraux suédois n'est effacé. Les libéraux peuvent donc largement dire que leur principale conquête c'est la conservation des acquis suédois.

La gauche peut assumer l'héritage de la Suédoise, la droite peut assumer une note aux accents plus progressistes grâce à la fin de la discipline budgétaire. La contradiction est dépassée grâce aux flous savamment distillés dans l'accord. Par exemple, sur la pension à 1500 euros entre "net et brut" et sur l'absence d'impôt nouveau "sauf s'il le faut", sur la fin du nucléaire "sauf s'il le faut".

Paul Magnette peut donc parler de retour du cœur, même si son slogan est fragile. Si la politique européenne en matière d'endettement évolue, ce slogan finira, comme en 88, à raisonner comme une trahison. Par contre Paul Magnette évitera de parler de "retour des francophones". Car la répartition des compétences ne fait clairement pas rupture avec la Suédoise. Le déséquilibre en faveur des néerlandophones est à nouveau confirmé. En 2014, les francophones, représentés par le seul MR, héritent comme portefeuille important du poste de Premier, des affaires étrangères et du budget. En 2020, les mêmes libéraux gardent les affaires étrangères, mais perdent le 16 et le budget.

Faisons les comptes. Le 16, l'intérieur, la justice, la santé, les affaires sociales, les finances, le budget. Les postes régaliens, les postes stratégiques aussi sont pour beaucoup occupé par des néerlandophones. Les francophones héritent des deux plus petits postes régaliens, les affaires étrangères et la défense. Le PS hérite de l'économie et de l'emploi, deux matières très régionalisées. Avec le plan de relance qui se profile, ce n'est pas rien. Mais cela ne gomme pas l'évidente disproportion. C'est le prix du ralliement des partis

La gauche peut assumer l'héritage de la Suédoise, la droite peut assumer une note aux accents plus progressistes grâce à la fin de la discipline budgétaire. La contradiction est dépassée grâce aux flous savamment distillés dans l'accord. Par exemple, sur la pension à 1500 euros entre "net et brut" et sur l'absence d'impôt nouveau "sauf s'il le faut", sur la fin du nucléaire "sauf s'il le faut".

Paul Magnette peut donc parler de retour du cœur, même si son slogan est fragile. Si la politique européenne en matière d'endettement évolue, ce slogan finira, comme en 88, à raisonner comme une trahison. Par contre Paul Magnette évitera de parler de "retour des francophones". Car la répartition des compétences ne fait clairement pas rupture avec la Suédoise. Le déséquilibre en faveur des néerlandophones est à nouveau confirmé. En 2014, les francophones, représentés par le seul MR, héritent comme portefeuille important du poste de Premier, des affaires étrangères et du budget. En 2020, les mêmes libéraux gardent les affaires étrangères, mais perdent le 16 et le budget.

Faisons les comptes. Le 16, l'intérieur, la justice, la santé, les affaires sociales, les finances, le budget. Les postes régaliens, les postes stratégiques aussi sont pour beaucoup occupé par des néerlandophones. Les francophones héritent des deux plus petits postes régaliens, les affaires étrangères et la défense. Le PS hérite de l'économie et de l'emploi, deux matières très régionalisées. Avec le plan de relance qui se profile, ce n'est pas rien. Mais cela ne gomme pas l'évidente disproportion. C'est le prix du ralliement des partis flamand à une coalition ou ils sont minoritaires.